



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°14 – du 8 au 22 avril 2022

## En bref

215 000 foyers britanniques se sont désabonnés d'une plateforme de streaming en ligne au cours du 1er trimestre 2022, selon l'entreprise Kantar. 38% de des résiliations seraient expliquées par souci d'économie, soit près de 10 points de plus qu'un an auparavant.

Le gouvernement britannique a présenté les conclusions de sa [consultation](#) menée auprès des entreprises sur la possibilité d'introduction d'un régime de re-localisation. L'objectif est de réduire la complexité administrative associée aux démarches de re-domiciliation d'entreprises au Royaume-Uni.

La Trade and Agriculture Committee (TAC) a publié son [avis](#) sur la conformité de l'accord de libre-échange (ALE) entre le Royaume-Uni et l'Australie aux normes britanniques sur l'agriculture et l'environnement.

Les financiers de la City qui ont changé d'emploi au premier trimestre 2022 ont

## LE CHIFFRE À RETENIR

40%

La part minimale de femmes qui devront siéger dans les conseils d'administration des entreprises cotées au Royaume-Uni ([FCA](#)).

obtenu en moyenne une augmentation de salaire de 22 %, dans un contexte de tension sur le marché des talents, selon le cabinet de recrutement Morgan McKinley UK.

Le groupe américain Robinhood a acquis Ziglu, une plateforme de cryptoactifs homologuée au Royaume-Uni, lui permettant de pénétrer ce marché.

Un nombre record (98%) de responsables financiers britanniques mettent en garde contre la hausse des coûts d'exploitation à cause du contexte géopolitique et de l'inflation selon un sondage effectué par Deloitte, avec 46% d'entre eux anticipant une augmentation significative.

## ❖ Actualité macro-économique

Le **FMI** prévoit une croissance de 3,7% pour l'économie britannique en 2022, soit 1,0 pp de moins par rapport à ses projections de janvier dernier – La prévision concernant 2023 est également plus faible, de l'ordre de 1,1 point de pourcentage, atteignant 1,2%, soit la plus faible croissance parmi les pays du G7. Le FMI justifie la révision à la baisse de ses prévisions de croissance par une consommation moins dynamique dans un contexte de forte inflation, et un investissement freiné par des conditions financières resserrées. Le FMI s'attend à une inflation de l'ordre de 7,4% au Royaume-Uni pour 2022 et de 5,3% pour 2023.

L'**indice des prix à la consommation** connaît sa plus forte augmentation mensuelle depuis 1997, s'élevant à 7,0% en mars 2022 en glissement annuel (g.a) contre 6,2% en g.a. le mois précédent – Les transports et le logement (charges énergétiques comprises) sont les deux postes de dépenses contribuant le plus fortement à l'inflation, à hauteur de 1,83 et 1,08 pb respectivement. Les quatre autres postes contribuant significativement à cette inflation sont l'habillement (0,72), les loisirs et la culture (0,70), les équipements domestiques (0,70) et l'hôtellerie-restauration (0,67).

Le **PIB** a cru de 0,1% de février 2022 et ressort en hausse de 1,5% par rapport à son niveau mensuel de février 2020 – En-deçà des attentes du consensus des prévisionnistes, la croissance mensuelle a ralenti par rapport au mois précédent (0,8%) en raison de la baisse de la production manufacturière (-0,6%) et de la construction (-0,1%). La faible croissance mensuelle du

secteur des services, de 0,2%, ne permet pas de compenser ces resserrements. La contribution du secteur public, en particulier des dépenses de santé (réduction des tests Covid et de la vaccination) est négative en février.

Le **marché du travail** continue de se resserrer, avec un taux de chômage en baisse – De décembre à février 2022, le taux de chômage atteint 3,8% en recul de 0,2 pp par rapport au trimestre précédent. Dans le même temps, l'inactivité augmente de 0,2 pp, s'élevant à 21,4%. Le taux d'inactivité est ainsi plus élevé qu'avant la pandémie de 1,2 pp. Le nombre d'emplois non pourvus continue également sa progression culminant à 1 288 000, pour la période allant de janvier à mars 2022, soit 492 400 de plus que le trimestre précédant le début de la pandémie. Enfin, les **salaires** nominaux continuent de croître, portés par de fortes distributions de primes. De décembre 2021 à février 2022, la partie fixe des salaires a augmenté de 4,0%. En prenant en compte la part variable, l'augmentation s'élève à 5,4%. Ces statistiques s'expliquent toutefois partiellement en raison d'effets de base (rémunération du chômage partiel à 80% du salaire précédent en 2021). En termes réels, cela correspond à une hausse du salaire de 0,4% avec les bonus (mais -1% sinon).

## ❖ Actualité commerce & investissement

Le ministère du commerce international propose un **panorama des régulations restreignant l'importation de biens** provenant de Russie et des zones échappant

à la souveraineté effective de Kiev en Ukraine.

Boris Johnson s'est rendu en Inde, notamment pour évoquer le futur accord de libre-échange en cours de négociation – Ce déplacement les 20 et 21 avril avait été repoussé par deux fois, en janvier et avril 2021, en raison de la pandémie. Un [long communiqué](#) détaille les annonces faites et perspectives d'accords, essentiellement dans les domaines du commerce et de la science (avec le chiffre mis en avant d'un milliard de livres d'échanges et d'investissements croisés). Le troisième round de négociations en vue d'un accord de libre-échange devrait se tenir la semaine prochaine.

## Actualité financière

### 1 Réglementation financière et Marchés

Le Chef économiste de la Banque d'Angleterre émet des réserves sur la [capacité](#) des politiques d'assouplissement quantitatif à soutenir l'économie lors de turbulences sur les marchés obligataires – M. Pill a estimé que les banques centrales doivent se concentrer sur leur mission de maîtrise de l'inflation. Ainsi, selon lui, la BoE pourrait ne pas répéter l'opération de centaines de milliards de livres d'achats supplémentaires d'obligations annoncés en mars 2020 au début de la pandémie COVID-19, qui ont été effectués en partie pour calmer le marché obligataire.

S. Breden, responsable en charge de la stabilité financière à la Banque d'Angleterre

souligne le chemin difficile de la finance durable dans un contexte de crise – Dans son intervention à l'occasion d'une conférence de CityUK, elle a [noté](#) les limites de l'approche qui se concentre sur les actions individuelles des entreprises et sur le caractère écologique de leurs prêts et investissements actuels, plutôt que sur les résultats globaux qui déterminent l'avenir climatique. Elle met en garde contre le risque de voir les activités à forte intensité d'émissions migrer en dehors du secteur bancaire (notamment les *Hedge Funds*) ainsi que l'apparition de bulles sur les actifs verts. Le désinvestissement ne fonctionnerait pas, selon elle, et il faudrait lui préférer une transition avec une allocation efficace du capital aux actifs qui sont à la fois verts aujourd'hui ou qui pourraient le devenir.

Le régulateur des marchés [exige](#) des entreprises cotées une plus grande diversité dans la composition de leurs structures de gouvernance – Ainsi, les entreprises concernées devront nommer au moins 40 % de femmes dans leurs conseils d'administration, avec au moins une femme positionnée sur une fonction de direction (présidente, directrice générale, directrice financière ou administratrice indépendante principale). Par ailleurs, au moins un membre du conseil d'administration devra être issu d'un groupe ethnique minoritaire, suivant les catégories définies par l'*Office for National Statistics*. Ces règles seront appliquées par les acteurs privés selon le principe du « *comply or explain* » à partir de l'exercice financier 2022-2023. Elles seront revues dans 3 ans.

### 2 Banques et assurances

La Banque d'Angleterre a [publié](#) les statistiques des ratios prudentiels des



**banques britanniques pour le T4 2021** – Les fonds propres de base (CET1) s'établissent à 16,8%, soit une augmentation de 0,3% par rapport au trimestre précédent. Les Actifs pondérés par le Risque (RWA) ont quant à eux baissé de 1,6% entre les deux trimestres, passant de 2801 bn£ à 2757 bn£.

**Le régulateur des marchés (FCA) estime que les plans de liquidation ainsi que les cadres de gestion des risques de nombreuses entreprises financières présentaient encore des lacunes importantes** – L'autorité a ainsi expliqué que les plans de liquidation de nombreuses entreprises étaient encore à un stade précoce et ne reflétaient pas les attentes minimales soulignées dans son guide de planification de la liquidation.

**Le régulateur des banques et assurances a publié sa stratégie pour l'année 2022/2023** – Le plan stratégique annuel de la

*Prudential Regulation Authority (PRA)* s'articule autour de 4 axes: consolider la résilience des secteurs bancaires et assurantiels; identifier les nouveaux risques émergents; soutenir le développement de marchés compétitifs et dynamiques; et favoriser les efforts vers un régulateur inclusif, efficace et moderne. La PRA équilibrera ses objectifs primaires et secondaires et, en particulier, les questions de proportionnalité pour les petites banques. L'accent sera également mis sur la réduction des obstacles à la croissance. La PRA développera également ses politiques en matière de concurrence aux niveaux national et international afin de promouvoir l'attractivité du Royaume-Uni. La question de l'intelligence artificielle et de sa régulation devrait elle aussi être sujette à une déclaration de l'autorité dans les prochains mois.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)